

Nouveau Président du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté

Discours prononcé par Jérôme Durain le 5 septembre 2025

Mes chers collègues,

Au moment de prendre la parole devant vous pour la première fois en tant que président de notre belle région, je ressens bien sûr beaucoup d'émotion. J'ai aussi une parfaite conscience des responsabilités qui sont désormais les miennes pour servir la Bourgogne-Franche-Comté, et une très forte reconnaissance pour la confiance qui m'est aujourd'hui accordée par notre majorité régionale.

Je veux saluer l'arrivée de Jean-Marie Sermier comme président de groupe. Nous aurons l'occasion de travailler ensemble, et je te remercie de cette candidature qui a fait vivre le débat démocratique dans notre assemblée.



Je souhaite, à l'entame de ce propos, avoir une pensée amicale pour notre collègue Anne-Marie Dumont, que des problèmes de santé tiennent éloignée de cette assemblée.

Je veux chaleureusement remercier les personnalités présentes ce matin. Marie-Guite Dufay, bien sûr. Monsieur le ministre et président de Dijon Métropole, François Rebsamen. Madame la députée Dominique Voynet. Monsieur le député de la Côte-d'Or, Pierre Pribetich. Madame la vice-présidente du Sénat, sénatrice du Jura, Sylvie Vermeillet. Monsieur le sénateur et président du groupe socialiste au Sénat, Patrick Kanner. Monsieur le sénateur Patrice Joly, sénateur de la Nièvre. Monsieur le vice-président Jacques Sombsthay pour le département de la Haute-Saône. Monsieur le vice-président Daniel Barbier pour le département de la Nièvre. Madame la maire de Dijon, Nathalie Koenders. Madame la maire de Besançon, Anne Vignot. Monsieur le maire du Creusot, David Marti. Monsieur le maire de Lons-le-Saunier, Jean-Yves Ravier. Madame la maire d'Arbois, Valérie Depierre. Madame la présidente du CESER, Moreau, et Paulette Matray, qui prendra bientôt ma succession au Sénat.

Je veux aussi adresser une petite pensée à ma fille Louise. J'espère que tu n'as pas séché de cours. Je ferai un mot, sinon, pour régulariser ça.

Je suis très sensible à votre présence, dans la diversité de vos sensibilités, qui témoigne assurément de la considération que vous avez pour la collectivité régionale. Votre présence traduit sans doute aussi une attente forte vis-à-vis de la région. Laissez-moi y lire, à titre personnel, un encouragement dans mes nouvelles fonctions.

Émotion et reconnaissance, c'est aussi ce que je ressens en me tournant vers Marie-Guite Dufay. Chère Marie-Guite, en dix-sept ans de présidence, tu as marqué d'une empreinte forte la Franche-Comté d'abord, la Bourgogne-Franche-Comté ensuite, tant par les politiques que tu as initiées que par l'engagement total que tu as mis dans l'exercice de ce mandat. Nous avons été portés par ta passion pour l'action publique, ta passion pour les territoires, pour celles et ceux qui y vivent et qui s'y engagent. Les valeurs que tu as promues constituent pour nous un exemple et un chemin que nous devons poursuivre.

Élevé par une mère veuve, fonctionnaire de la République, qui m'a inculqué le sens de l'intérêt général et la noblesse du service public, j'ai reconnu dans ton engagement la même sincérité, le même dévouement, la même probité, le même désintéressement. Dans un contexte de défiance démocratique, alors que Pierre Mendès France est souvent cité dans l'actualité, tu as traduit en actes sa formule. Toute action n'est pas vaine. Toute politique n'est pas sale. Merci pour la confiance que tu nous accordes en choisissant de quitter tes fonctions. Rien ne t'y obligeait. C'est un acte de courage, parfaitement aligné avec ce qui a toujours été au centre de ton engagement : la transmission pour préparer l'avenir dans des temps incertains. Cette décision nous oblige. Merci, Marie-Guite.

Mon engagement pour les Bourguignons-Francis-Comtois, pour notre collectivité, s'inscrit dans la continuité des engagements de 2021, bien sûr, mais il embarque aussi de nouvelles impulsions. La continuité, c'est la fidélité au chemin choisi par les Bourguignons-Francis-Comtois en 2021. J'assumerai pleinement le triptyque qui nous guide depuis le début du mandat. Oui, nous poursuivrons la bataille pour l'emploi, pour nos entreprises, nos filières économiques et agricoles, et pour l'attractivité de notre région. Oui, nous conduirons les transitions écologiques et énergétiques et le développement des mobilités collectives et décarbonées. Oui, nous porterons haut, sans relâche, l'exigence de fraternité, au plan humain mais aussi dans une exigence d'équilibre territorial.

Mais cette nouvelle présidence s'inscrit également dans un contexte qui appelle des changements. Notre région, notre pays, notre planète subissent une accélération dans tous les domaines. Il y a d'abord cette accélération anxiogène des désordres géopolitiques. La multiplication des conflits armés, la raison du plus fort qui s'érige en règle au détriment des instances de régulation internationale, sont autant de raisons de s'inquiéter de la marche du monde. Les décisions récentes des États-Unis en matière de droits de douane, ou les négociations sur le Mercosur, ont un impact direct sur l'activité économique dans notre pays, dans notre région, notamment pour les secteurs qui exportent. Nos industriels, notamment l'automobile, nos producteurs, notamment les viticulteurs, sont en première ligne. Le prochain gouvernement devra protéger davantage encore nos exportations.

L'accélération du désordre se constate aussi au niveau démocratique. Lundi, l'Assemblée nationale devra se prononcer sur un vote de confiance voulu par un Premier ministre qui veut esquiver sa responsabilité. Monsieur Bayrou est bien tributaire du macronisme. En huit ans, notre pays a vu sa dette exploser de plus de mille milliards d'euros. Le Mozart de la finance, c'est un tiers de la dette de notre pays, avec des budgets validés par les députés de Monsieur Bayrou, et tout cela rejaillit sur les collectivités locales, particulièrement les régions, sommées depuis plusieurs années de se serrer la ceinture pour contribuer à solutionner un problème qu'elles n'ont pas contribué à créer. Monsieur Bayrou veut démissionner, acte. Mais notre pays a besoin de stabilité et de dirigeants prêts à assumer. C'est le message qu'envoient les responsables de gauche en cette rentrée politique. Nous le faisons ici, en Bourgogne-Franche-Comté. La gauche plurielle et républicaine est prête à le faire au niveau national.

L'accélération du dérèglement climatique est également au centre des préoccupations. Elle appelle des réponses structurelles qui ne soient pas fondées sur le bricolage et le déni. Alors que des coûts immenses sont portés aux transitions écologique et énergétique, alors même que les signaux d'alerte sont plus vigoureux que jamais. Vingt-cinq jours de canicule cet été dans les secteurs les plus touchés, des températures record, et des départements où le manque d'eau est plus que jamais une question vitale. Agriculture, biodiversité, forêt, mobilité, qualité de vie : les impacts du dérèglement sont partout. Notre majorité a fait le choix de ne pas regarder ailleurs et d'y répondre avec ambition. Nous poursuivrons dans cette voie.

L'accélération des désordres est également sociale. Le choix clair de privilégier l'injustice fiscale au détriment de la justice sociale a été répété jusqu'à l'absurde. Les revendications des partenaires sociaux, des citoyens qui n'arrivent pas à boucler leurs fins de mois, ont été méprisées. Comment s'étonner, dès lors, du mouvement du 10 septembre, de la mobilisation syndicale du 18 septembre, et plus largement de la détresse de tous ceux qui ne trouvent même plus la force de défiler dans les rues pour se faire entendre. Alors que le macronisme devait être un pare-feu contre les votes extrêmes, ceux-ci n'ont jamais été aussi forts qu'aujourd'hui, dans une vie politique largement déstructurée. Jamais la politique n'a été aussi décriée. Jamais la vie démocratique n'a été aussi fragilisée.

Dans ce contexte, il y a ceux qui se résignent, ceux qui agitent les peurs en essayant d'en tirer profit, et il y a ceux pour qui l'envie d'agir est décuplée. Vous aurez compris que je fais partie de ceux-là, et c'est pour cette raison que j'ai fait le choix d'être ici devant vous. Cette collectivité, je la connais bien. J'en étais vice-président à l'aménagement du territoire sous le mandat de François Patriat, président de mon groupe politique avec Marie-Guite Dufay. En tant que sénateur, j'ai travaillé tout au long de mon mandat avec les élus locaux de proximité, et tout particulièrement les maires, qui sont d'excellents thermomètres de ce qui marche et de ce qui peut être amélioré. Je veux continuer cette relation de confiance construite ensemble au Sénat.

J'ai tenté de synthétiser tous ces enjeux dans mon action parlementaire quotidienne au sein du groupe socialiste, en défendant des choix budgétaires différents de ceux qui ont été faits, en ferrailant pour imposer des choix écologiques et sociaux cohérents, en relayant les aspirations des forces économiques de notre territoire à Paris, que ce soit dans les ministères ou avec nos partenaires étrangers, en portant les combats issus du terrain. Je pense à la meilleure intégration des apprentis étrangers, avec le combat de ce boulanger bisontin qui ne comprenait pas que la France expulse un jeune qu'elle avait formé, alors même que notre région perd des habitants et ne parvient pas à pourvoir tous les emplois proposés. Je pense aux inquiétudes des Français et des

Françaises face aux ravages du narcotrafic. Sans dogmatisme mais avec conviction, j'ai, pendant onze années, cherché à exercer mon mandat de sénateur pour le bien de la Saône-et-Loire et de la Bourgogne-Franche-Comté.

Ma présidence portera des enjeux de fond comme des questions de méthode. En premier lieu, je demanderai à notre administration d'accélérer son travail sur les mesures d'amélioration et de simplification de notre relation avec les usagers du Conseil régional. Nous mettons en œuvre de nombreux dispositifs qui s'adressent à des publics variés. Nous sommes présents dans le quotidien de beaucoup de gens, notamment via nos politiques en matière de mobilité. Et si nos actions portent généralement leurs fruits, nous avons des marges de progression et je souhaite m'y investir. Je m'engage donc à ce que notre collectivité soit davantage encore tournée vers ses usagers, et qu'elle s'investisse pour plus de simplicité, d'accompagnement et de souplesse dans le déploiement de ses actions. Vis-à-vis des porteurs de projets, et tout particulièrement des communes, je souhaite qu'un travail soit mené pour construire des processus d'échange, d'instruction et de contrôle qui reposent autant sur la confiance que sur les justificatifs. **La logique du "dites-le-nous une fois" doit devenir la règle, afin de ne pas demander plusieurs fois un même document.** Dans ce domaine, je demanderai enfin qu'un travail soit mené sur la façon dont nous avons construit nos éco-conditions. C'est un axe majeur de nos politiques publiques, et il faut en faciliter l'appropriation et l'usage. Eric Houley conduira ces réflexions.

Le deuxième axe, c'est la proximité. Proximité politique, tout d'abord, et le président que je suis en sera le premier acteur. Proximité avec les habitants, en multipliant les déplacements sur les territoires afin d'être à l'écoute des problèmes, des attentes, des besoins. Proximité avec les élus locaux, qui sont autant de moteurs pour nos territoires, en construisant une relation renouvelée pour envisager nos actions communes. Proximité avec les acteurs locaux, économiques, agricoles, culturels, sportifs, associatifs, pour poursuivre avec eux un dialogue approfondi autour des politiques régionales. Oui, je veux être le président de toutes celles et de tous ceux qui ont envie de faire avancer notre région, de se battre pour elle, de toutes celles et de tous ceux qui construisent nos succès d'aujourd'hui et de demain et qui s'engagent pour que l'on y vive mieux. Je serai sur le terrain, prêt à entendre vos encouragements, vos questionnements comme vos désaccords.

Cette proximité politique doit également s'accompagner d'un renforcement de la proximité au niveau de l'administration régionale. Bien sûr, les contraintes budgétaires devront être prises en compte dans la mise en œuvre de ces objectifs et il faudra viser au plus juste pour ne pas obérer nos marges de manœuvre. Cette logique s'incarnera, par exemple, tout particulièrement dans le domaine des mobilités, où je demanderai le rétablissement des comités de ligne sur nos compétences TER, afin que le fonctionnement de nos trains soit travaillé plus finement, en lien étroit avec celles et ceux qui les fréquentent. Je créerai également, au sein de mon exécutif, une délégation dédiée spécifiquement à la qualité de la relation usagers.

Je souhaite également que notre collectivité s'investisse davantage dans le secteur de la sécurité, ou plutôt devrais-je dire, des sécurités. La sécurité est une priorité pour nos concitoyens, pour les maires, pour les responsables politiques nationaux. C'est, en tout cas, une priorité pour moi. Il y a une vision de gauche de la sécurité, et c'est bien ce que je veux continuer à défendre, car ce sont les plus précaires qui sont aussi les plus vulnérables dans ce domaine. Une vision qui ne repose pas sur le tout-répressif et la stigmatisation, mais sur un équilibre entre mesures préventives et coercitives. **Dans le domaine de la sécurité, la région doit rester à sa place, car elle n'a pas de compétence dédiée. Mais je mobiliserai quelques leviers dans les lycées. Je demanderai que nous engagions un travail sur la prévention et la lutte contre les addictions, car c'est à ce moment-là que beaucoup se joue. Drogues, médicaments, psychotropes, mais aussi alimentation ou encore santé mentale. Nous avons un rôle à jouer dans nos lycées. Nous poursuivrons, au cas par cas, notre dispositif de sécurisation, car il ne peut y avoir de solution unique à des problématiques différentes sur le territoire. Je m'appuierai également sur la formation de nos agents, que je veux aujourd'hui remercier pour leur engagement et leur travail, qui porte déjà ses fruits vis-à-vis des territoires.** Je proposerai notamment que nos dispositifs de contractualisation intègrent désormais un volet sécurité pour accompagner des mesures d'investissement dédiées. Au-delà, nous poursuivrons notre travail sur la création de nouvelles sécurisations sociales pour les habitants de notre région. **Je souhaite que nous lancions un travail autour d'une sécurité sociale alimentaire régionale.** La solidarité alimentaire est essentielle, dans une période où la précarité ne cesse d'augmenter, et la région s'investira aux côtés des agriculteurs, des acteurs associatifs, ou encore des acteurs commerciaux, pour construire des solutions nouvelles et locales pour nos concitoyens. **Je souhaite que nous avancions aussi sur la création d'une complémentaire santé régionale, comme nous nous y étions engagés lors des élections régionales. Il s'agira, sur le modèle de ce qui existe dans certains territoires et en lien avec les professionnels du secteur mutualiste, de construire une offre régionale pour faciliter l'accès à ce service essentiel à celles et ceux qui en sont aujourd'hui privés.**

Je veux également renforcer le travail autour de notre conférence sociale régionale, qui réunit les représentants salariés et patronaux de notre région, pour les impliquer sur les politiques régionales, tout particulièrement le développement économique. Les grandes mutations auxquelles notre région est confrontée, la place de la formation et la construction de pistes de sécurisation professionnelle auront toute leur place dans les discussions de cette instance. C'est un chantier cher au cœur de nos collègues communistes, et je fais mienne leur préoccupation.

Un autre chantier me tient particulièrement à cœur tant il est capital à mes yeux, et sur lequel je veux amplifier notre action : l'attractivité de notre région. Attractivité extérieure, bien sûr, mais aussi attractivité vis-à-vis de nous-mêmes, qui y vivons. Face à ceux qui passent leur temps à ne pointer que ce qui ne va pas, au risque de devenir des anti-ambassadeurs de nos territoires, je veux opposer un discours positif, un discours qui ne masque pas les fragilités mais qui porte haut les couleurs de notre région, en s'appuyant sur les fiertés de nos territoires. Car les motifs de fierté de notre région sont nombreux. Nous le savons tous ici, enfin presque tous. Ce qui m'importe, c'est que tous les Bourguignons-Francis-Comtois en soient conscients et que cela rayonne au-delà des frontières de notre région.

Cela tombe sous le sens. Nous sommes fiers de notre agriculture, de nos produits dont la qualité fait rêver bien au-delà de notre région, de nos viticulteurs qui font des vins qui nous font rayonner à l'international, la cancoillotte, le comté, les côtes de Beaune, les Maranges, qui accueilleront la Saint-Vincent tournante en 2026. Nous sommes fiers de nos éleveurs, fiers des escargots de Bourgogne, fiers des cerises de Fougerolles, du chablis, du pouilly-fumé et du savagnin. Nous sommes fiers des start-up qui développent de nouvelles thérapies contre le cancer. Nous sommes fiers de la capacité à créer et à innover de nos équipes de recherche, dont certaines sont parmi les plus performantes au monde. Nous sommes fiers d'Urgo, fiers des leaders microtechniques nés à Besançon. Nous sommes fiers de nos automobiles, mais aussi d'être la région où se fabriquent les lampes frontales STS, que j'utilise, parmi les plus performantes du marché. Fiers de nos bases armées, qui contribuent à la force d'intervention nationale. Fiers de notre cadre de vie, que tant nous envie, et de ce patrimoine qui attire tant de visiteurs. Nous sommes fiers de nos associations, qui innovent elles aussi sur le volet social. Fiers de nos artistes, de nos sportifs et sportives. Fiers de l'AGJA, du FCSM, du DFCO, de l'Élan Chalon, de l'USON, des filles de Charnay, de l'ESBF ou de la JDA. Fiers de Loïs Boisson, fiers d'Antoine Griezmann. Nous sommes fiers de nos fêtes populaires et de nos traditions, qui ne sont pas la mémoire d'une France repliée sur elle-même et sur le passé, mais fidèles aux valeurs humanistes et démocratiques. Au passage, merci au Morvan de lutter contre les récupérations odieuses d'un milliardaire, au service d'un projet d'extrême droite. Nous sommes fiers d'être une région qui se donne les moyens, et qui a les forces vives nécessaires, pour accueillir dignement celles et ceux qui aspirent à y vivre.

Face à ceux qui dénigrent, je veux que nous soyons ceux qui encouragent. C'est ce que je veux porter, parce que je veux que nous soyons autant d'ambassadeurs des fiertés de Bourgogne-Franche-Comté. C'est une des directions importantes que je veux donner à cette nouvelle présidence. Nicolas Soret en aura la charge.

Une région, ce sont des territoires, des terroirs, des ancrages, qui sont autant d'acteurs de la construction de nos fiertés régionales. La relation au territoire sera également au cœur de mon engagement. Je m'engagerai donc rapidement dans des cycles de rencontres avec les élus locaux, avec les conseils départementaux, les agglomérations et communautés de communes, et avec les maires et leurs associations locales. Je poursuivrai un travail déterminé en faveur de notre ruralité, car c'est là que se construisent la majorité des inégalités territoriales, car c'est là que se diffuse un sentiment de déclassé qui est un véritable poison pour notre vie démocratique. **Bien sûr, la région ne peut pas tout. Elle doit faire avec les moyens qui sont les siens, mais elle a un rôle à jouer pour offrir du mieux sur les services publics de proximité et pour préserver nos centralités rurales.**

Nous sommes une région à dominante rurale, mais nous disposons également de grands centres urbains qui structurent et animent largement nos territoires, de Nevers à Lons-le-Saunier, de Sens à Chalon-sur-Saône, jusqu'à la communauté urbaine du Creusot-Montceau, pour relier nos grands poumons industriels. Nous avons un réseau de villes que je veux conforter dans leur rôle d'attractivité et de centralité. Et puis, il y a bien sûr Dijon, notre capitale. Je travaillerai pour en renforcer à la fois le rayonnement et le rôle moteur pour notre région, mais aussi les complémentarités.

Bien sûr, je suis Bourguignon et je sais que la Franche-Comté regarde parfois mon arrivée avec méfiance. La fusion a dix ans, mais certaines traces sont encore vivaces, et je sais que j'aurai beaucoup à démontrer de mon attachement à faire vivre la préoccupation de l'équilibre dans les actions de la région. J'y suis prêt, et c'est un engagement que je prends devant vous. Et puis, après tout, je me dis que puisqu'une Auvergnate naturalisée Franc-Comtoise a réussi à aimer si fort la Bourgogne, un Ligérien naturalisé Bourguignon que je suis saura tout

autant donner des preuves d'amour à la Franche-Comté. Je ferai d'ailleurs mes premiers déplacements en Franche-Comté, dans le Haut-Doubs et à Besançon samedi, puis dans le Territoire de Belfort dimanche, auprès des jeunes agriculteurs.

Concrètement, et au-delà de ces grandes orientations, il y a aussi le travail du quotidien, indispensable à la stabilité et à la pérennité de notre collectivité, dans lequel je m'engagerai tout aussi rapidement. Notre premier défi sera naturellement la préparation budgétaire. Difficile de savoir à quelle sauce nous allons être mangés dans un contexte politique aussi flottant, **mais je fixerai malgré tout à notre administration l'objectif de voter le budget régional en décembre, si c'est possible, quels que soient les attermoissements nationaux. Les décisions modificatives seront là pour ajuster ce qui devra l'être. Et je veux le dire dès maintenant : je ne suis pas un adepte de l'austérité, pas plus que de la complexité budgétaire subie et largement due aux errements nationaux. Notre région devra s'adapter à la réalité, mais plus encore préserver au maximum ses leviers d'action.**

L'avenir de notre réseau ferroviaire se jouera également dans les prochaines semaines avec la remise du très attendu rapport de l'État sur les petites lignes. L'État devra assumer davantage ses responsabilités sur un réseau qui lui appartient. La région ne pourra pas s'en sortir si, d'un côté, elle est matraquée budgétairement, et si, de l'autre, elle est appelée tous azimuts à combler les carences de l'État. Pour ce qui nous concerne, nous assumons nos compétences et nous assumons les évolutions législatives sur l'exploitation des TER. Des cheminots le rappellent en ce moment dehors. J'ai eu l'occasion de les recevoir il y a quelques jours. Ils ne contestent pas le fait que la région applique la loi ; ils expriment des inquiétudes sur l'application qui sera faite par leur entreprise. Les craintes des cheminots sont légitimes, et je me suis engagé auprès d'eux à ce que cette évolution se passe le mieux possible pour eux. C'est la commande que j'ai passée à la SNCF, et j'y veillerai personnellement.

En cette semaine de rentrée scolaire, je veux aussi aborder l'avenir de nos lycées, bousculés par les récentes projections démographiques. Bien sûr, l'enjeu principal, c'est bien celui de casser cette courbe décliniste en attirant de nouveaux habitants, et nous y travaillons en promouvant l'attractivité de la région. Mais, en attendant, il nous faut trouver le juste équilibre entre la préservation de la qualité du service public de l'éducation et les ajustements rendus nécessaires par une moindre population lycéenne. **Je souhaite que nous réfléchissions à l'ouverture des locaux inutilisés des lycées pour de nouvelles activités.**

Nous serons également pleinement mobilisés sur le plan économique. Soutien à nos filières d'excellence. Soutien aux secteurs en difficulté, notamment l'automobile. Soutien à l'émergence de nouvelles filières, à l'innovation, en lien avec notre recherche régionale. Nous relèverons le défi d'une intelligence artificielle souveraine, éthique et durable, au service de tous. Nous serons aussi aux côtés du secteur agricole afin de poursuivre la reconstruction d'une relation de confiance et de proximité, pour accompagner notre agriculture régionale face aux enjeux qui sont les siens. Nous ne baisserons pas la garde sur l'accompagnement des grandes transitions écologique et énergétique. Ce marqueur fort de l'action de la majorité est affirmé vigoureusement depuis plusieurs mandats déjà. Il reste pleinement d'actualité, car l'accélération des dégâts climatiques et la faible action de l'État en la matière rendent notre action d'autant plus essentielle. Je le redis ici à nos collègues écologistes : nous ne céderons jamais face à l'éco-bashing.

Nous continuerons également à nous battre pour une région plus fraternelle. La culture, le sport et la vie associative en sont les piliers, et la région maintiendra un engagement déterminé à les soutenir. Je réaffirme le volontarisme qui a été le nôtre depuis le début du mandat, **en sanctuarisant tout particulièrement le budget consacré à la culture.**

Et puis il y a la laïcité. À l'heure où tant de politiques préfèrent diviser par des discours communautaristes ou xénophobes, je veux réaffirmer, en cette année du 120^e anniversaire de la loi de 1905, l'importance de la laïcité et de l'universalisme pour une société apaisée.

Simplification, amélioration de la relation usagers, proximité, relation au territoire, attractivité, fiertés, amplification de notre action sur nos politiques : voilà la nouvelle feuille de route que je nous fixe pour les mois à venir. Aux eurosceptiques de tout poil, je veux redire avec force le rôle majeur de l'Europe pour notre région, pour notre compétitivité, pour notre agriculture. Je porterai à Bruxelles la voix de la Bourgogne-Franche-Comté et, ici, l'importance d'aimer et de faire vivre l'idéal européen pour notre jeunesse, pour nos entreprises. La Bourgogne-Franche-Comté réaffirmera son engagement à l'international.

Je serai accompagné, en cela, par un exécutif qui conjugue expérience et jeunesse, que j'aurai l'honneur de vous présenter tout à l'heure, et que je souhaite pleinement mobiliser au service et à l'écoute des

Bourguignons-Francis-Comtois. Notre administration évoluera également. Avec l'arrivée, dans les prochaines semaines, d'un nouveau directeur général des services, nous accueillerons fin octobre Monsieur Philippe Menut, qui officie actuellement à Quimper, et qui est présent dans la salle pour cette séance d'installation. Bienvenue à vous, Monsieur le directeur général des services. Gilles Da Costa, que je remercie pour l'organisation de cette session et pour tout le reste, sera présent jusqu'à cette date et s'implique déjà pleinement. Je le remercie pour cette transmission.

Aujourd'hui, je veux avoir un mot pour les jeunes Bourguignons-Francis-Comtois. Ils sont au cœur de l'action régionale, car beaucoup de nos compétences font intimement partie de leur quotidien. Pour eux aussi, je veux une région plus proche et plus accessible, une région plus simple, une région qui donne envie de vivre et de construire son avenir dans des territoires désirables, dynamiques et attractifs. Une région où l'on vit bien, où l'on apprend bien, où l'on se nourrit bien. Une région qui préserve son capital naturel et donne à découvrir et à vivre. Le message que je veux porter aux jeunes, c'est : nous vous aiderons, mais nous avons besoin de vous. Restez chez nous, parce que c'est chez vous. À ceux qui ont été tentés par l'installation hors de notre région, jeunes ou moins jeunes, je veux dire : revenez. À tous les autres, je veux dire aussi : découvrez, explorez, venez vous former et apprendre dans notre région. La Bourgogne-Franche-Comté de 2040 sera attractive et donnera envie à ceux qui sont partis de revenir, à ceux qui ne nous connaissent que par le tourisme de s'installer définitivement. Tout cela, c'est peut-être le sens principal de notre action, et ce sera en tout cas un des motifs majeurs de mon engagement à vos côtés, au service de notre région.

Notre région, c'est 2 800 000 habitants, huit départements et cent élus régionaux pour les représenter. Au-delà de nos différences, c'est ici, dans cet hémicycle, que nous avons la charge, ensemble, de construire l'avenir de la Bourgogne-Franche-Comté.

Je vous remercie.